

PROGRAMME ASIE

QUAND #METOO SE HEURTE AUX FÉMINISMES TRADITIONNELS INDIENS

ENTRETIEN AVEC VIRGINIE DUTOYA,
CHERCHEUSE AU CNRS, MEMBRE DU CEIAS DE L'EHESS,
SPÉCIALISTE DE L'INDE ET DES QUESTIONS DE GENRE

Réalisé par Marie CHARTIER
ÉTUDIANTE EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE À IRIS SUP'

OCTOBRE 2021

ASIA FOCUS #169

Dans le cadre d'une réflexion globale sur #MeTooIndia, Marie Chartier a interviewé Virginie Dutoya, indianiste et chercheuse au CNRS, dans un laboratoire de l'EHESS. Son expertise sur les féminismes indiens, nous a permis de nuancer l'impact du moment #MeToo en Inde.

MARIE CHARTIER : Selon vous, quelles sont les figures qui ont porté #MeToo en Inde ?

VIRGINIE DUTOYA : #MeToo est une campagne incarnée par les milieux journalistiques. Je n'ai pas étudié #MeToo, mais je me suis intéressée à ce qu'on a appelé en Inde « la liste » (*The List*) ou *Losha* (*list of sexual harrassers in academia*). Cette affaire fut un autre exemple de mobilisation digitale en Inde. Elle est très différente de #MeTooIndia, de par sa genèse. *Losha* part des universités. Cette mobilisation fut celle d'étudiantes. L'objectif était de dénoncer le harcèlement sexuel au sein des universités. Le mode d'action a été très critiqué. En effet, une liste de noms désignés comme prédateurs sexuels a été publiée sur Facebook.

MARIE CHARTIER : Au niveau politique et militant, voyez-vous des figures propres aux luttes ? Que ce soit #MeToo ou *The List* si vous avez plus suivi cela ?

VIRGINIE DUTOYA : Lors de l'affaire *The List*, la personne mise en avant s'appelait Raya Shirka. Il s'en est suivi de plusieurs débats. Je n'ai pas suivi la mobilisation sur Twitter. Si l'on parle du hors-ligne, aucune figure de proue ne me vient. Pour #MeToo en revanche, il y a eu un fort relai de la part du site *Kafila*. À mon sens, #MeToo mettait beaucoup de gens mal à l'aise. Personne ne voulait vraiment s'en mêler. Beaucoup de bonnes questions ont été posées, mais pas toujours de la bonne manière. Suite à cela, il y a eu beaucoup de discours, mais peu de positionnements francs.

MARIE CHARTIER : Si l'on faisait une étude d'impact entre l'affaire Nirbahya, *The List* et #MeToo, serait-ce comparable ?

VIRGINIE DUTOYA : Non. L'affaire Nirbahya, cet atroce viol dans un bus en 2012, est sans commune mesure. C'est le phénomène de société le plus marquant des dernières années. L'horreur et la violence ont profondément marqué la société et c'est ce qui a fait descendre les gens dans la rue. Suite à cela, il y a eu une fenêtre d'opportunité pour faire bouger la loi : la mobilisation sociale a permis de débloquer des financements sur ces questions. L'affaire de 2012 est incomparable avec les deux premières. Par ailleurs, j'ai beaucoup plus entendu parler de *The List* que de #MeToo. Mais c'est lié aux milieux féministes dans lesquels j'évolue. Il s'agit des milieux féministes intellectuels et institutionnels. Si la comparaison avait du sens, je mettrais *The List* avant #MeToo. Mais de manière plus internationale, *The List* a fait peu de bruit. La controverse était plus limitée que celle de #MeToo.

MARIE CHARTIER : Restons donc sur les mouvements féministes. Pensez-vous qu'il y ait eu une forme de rupture entre des féministes traditionnelles et la jeune génération de féministes militantes ? Pensez-vous que le digital et les réseaux sociaux radicalisent les revendications féministes ?

VIRGINIE DUTOYA : Je ne parlerai pas de scission. Il y a eu des tensions d'ordre générationnel, mais je ne dirais pas que cela date de 2017. Je ne pense pas que les réseaux sociaux radicalisent quoi que ce soit. Il ne me semble pas que les féministes de 2010 soient plus radicales que celles des années 1970. Personnellement, je ne vois pas de rôle clef ni structurel aux réseaux sociaux même si en tant qu'outils, cela change beaucoup de choses.

MARIE CHARTIER : Pour vous, il n'a pas eu de transition, ni de scission portée par le numérique ? Selon vous, il n'y a pas de transition entre les féminismes, mais plutôt une continuité générationnelle des luttes ?

VIRGINIE DUTOYA : Oui, il y a des problèmes de représentations, mais ces questions datent des années 1920. Les réseaux ont pu aider à élargir le militantisme. Mais je ne vois pas de transformation majeure du féminisme indien suite à l'apparition du digital.

MARIE CHARTIER : Voyez-vous un accroissement du militantisme dans les universités ?

VIRGINIE DUTOYA : Potentiellement, oui. Mais cela est aussi dû à la massification et une à certaine démocratisation de l'enseignement universitaire. Cela me paraît aller de pair avec la féminisation des universités. Cette imbrication peut avoir aidé au développement des mouvements féministes. Par exemple, certains principes de genre ont été intégrés par des organisations étudiantes. Ce n'était pas forcément le cas avant. Depuis les années 2000/2010, on note l'apparition de groupes LGBT/Queers dans les universités. Cela était très nouveau. Néanmoins, il ne faut pas oublier que le féminisme s'est développé dans les universités indiennes assez tôt, dans les années 1970.

MARIE CHARTIER : Que pensez-vous de la place du genre dans la société ?

VIRGINIE DUTOYA : Le mot genre s'est bien acclimaté en Inde depuis les années 1990/2000. Le mot est assez largement utilisé aujourd'hui. Il est possible qu'il y ait plus d'espace pour les questions de genre aujourd'hui, notamment dans les productions culturelles (cinéma, littérature, etc.).

MARIE CHARTIER : Pensez-vous qu'il puisse y avoir un essor de #MeToo Gay ou #MeToo Inceste en Inde ? La société est-elle prête ?

VIRGINIE DUTOYA : Ce n'est pas hors sujet. Le problème de l'inceste, et plus largement le problème de la violence sexuelle contre les enfants, est réel bien qu'encore peu visible. Il y a des associations qui sont présentes sur ces terrains-là, bien qu'elles aient du

mal à agir de manière concrète. Concernant #MeToo Gay, cela pourrait émerger malgré des problèmes législatifs. De nos jours, il me semble que le viol est défini comme un acte sexuel forcé d'un homme sur une femme. C'était un des arguments pour le maintien de l'article 377 du Code pénal (cet article interdisait entre autres des actes dits « non naturels » comme la sodomie), de pouvoir poursuivre les viols comme des actes « non naturels ». Mais un viol d'un homme sur un autre peut être poursuivi, sous d'autres qualifications pénales (violence, etc.). La société n'est jamais prête à répondre à ce genre de questions. En revanche, les gens en parlent. Par exemple, avec *The List*, certaines personnes accusées étaient des hommes gays. L'homosexualité en tant que cause politique est apparue récemment, mais des figures homosexuelles sont présentes depuis longtemps.

MARIE CHARTIER : D'un point de vue plus global, dans quelle mesure les luttes féministes ont-elles mené des changements concrets (lois, normes, etc.) ? Quelles sont les grandes victoires féministes des trente dernières années ?

VIRGINIE DUTOYA : Beaucoup de lois ont été passées sous la pression des femmes. Parmi les lois importantes, il y a eu celle sur l'interdiction de la dot, située dans les années 1980. Les dernières concernant le viol, promulguées après l'affaire de 2012, tirent leurs racines dans les mobilisations des années 1980. Les femmes s'étaient mobilisées pour améliorer la prise en charge des victimes et le jugement des accusés. Il y a aussi eu toutes les lois sur le harcèlement sexuel au travail dans les années 2000. D'autres thématiques fortes ont également été l'objet de nouvelles lois, notamment avec les lois de prévention des avortements sélectifs. Bien que ces lois existent, les mises en œuvre sont plus ou moins fructueuses. Le code de la famille, le droit au divorce et les lois qui encadrent les droits des femmes hindoues ont été sensiblement améliorés. Le système est assez égalitaire sur le papier en Inde. Par ailleurs, on peut remarquer ces avancées dans l'espace public. À Delhi, lorsqu'on prend le métro, on a l'impression (peut être trompeuse) d'une certaine libération des jeunes femmes, en termes vestimentaires notamment. On remarque la

même dynamique pour l'accès aux métiers, on a l'impression de voir de plus en plus de femmes serveuses, vendeuses, etc. Beaucoup de métiers autrefois réservés aux hommes. En bref, on a le sentiment qu'un certain nombre de normes de genre se sont assouplies, mais je parle ici du point de vue de la ville de Delhi, c'est donc peut-être hasardeux de généraliser cela à l'Inde.

MARIE CHARTIER : Pensez-vous que le maniement par les élites du hashtag a invisibilisé certaines victimes ? Comme les travailleuses domestiques par exemple.

VIRGINIE DUTOYA : Je ne pense pas que #MeToo invisibilise les travailleuses domestiques. Ce n'est pas le hashtag, c'est la société qui les invisibilise. Pour moi le fait qu'un certain nombre de violences soit médiatisé n'induit pas que celles qui les subissent cachent les autres. Accuser ces femmes mises en lumière d'invisibiliser les autres, c'est un peu gonflé ! Je ne pense pas que lorsqu'une femme raconte son histoire, elle se dise l'unique victime ou la seule à prendre la parole. Pour moi un hashtag ne prétend pas à l'exhaustivité. Je ne suis pas sûre que beaucoup de travailleuses domestiques soient inscrites sur Twitter. Mais ce n'est pas pour ça qu'elles sont invisibilisées. Ce qui les invisibilise, c'est leurs conditions de travail. Le fait qu'une femme en col blanc se plaigne du harcèlement de son patron n'est pas le problème de la travailleuse domestique. Je ne vois pas de lien systématique entre la visibilité de certaines femmes et l'invisibilisation de certaines autres.

MARIE CHARTIER : Ce terme d'invisibilisation a été choisi par les rapports d'Amnesty International et de l'association Human Right Watch.

VIRGINIE DUTOYA : Je ne suis pas d'accord sur le fait que cela occulte. Je suis d'accord sur le fait que cela ne rende pas compte de toutes les violences. Bien évidemment, le piège serait de croire que la question a été traitée alors qu'une seule partie l'a été. Cette image de projecteur serait pertinente si la lumière s'était déplacée. Mais ces femmes-là étaient

déjà dans l'ombre. Elles ne sont juste pas sorties de l'ombre. Je trouve que faire porter la responsabilité de leur invisibilisation sur certaines femmes qui avant l'étaient aussi n'est pas juste. Ce n'est pas parce qu'elles font partie de l'élite qu'elles ne subissent pas des violences.

MARIE CHARTIER : **Quels sont les schémas de violences les plus prégnants ? Quelles sont les violences systémiques présentes dans l'espace urbain ?**

VIRGINIE DUTOYA : Ils sont nombreux, mais dans les grandes lignes, je dirais la domination de caste. On trouve aussi la domination de classe, les problèmes de logement, d'accès aux soins, d'accès à l'éducation, à des lieux propres. Les violences sexuelles et sexistes sont une réalité. Et pour les femmes pauvres, l'accès à la justice est aussi un problème. Cet accès est limité car cela coûte cher, prend du temps... La police n'inspire pas vraiment confiance. Il y a aussi les difficultés d'accès à l'emploi.

MARIE CHARTIER : **À votre avis quelle place des questions de genre dans les institutions ? Quelle place notamment pour la justice et la police ?**

VIRGINIE DUTOYA : C'est compliqué. D'un côté il y a eu des initiatives pour faciliter l'accès des femmes à ces institutions. Notamment la mise en place de cellules spécialisées, de commissariats de femmes et des formations pour la police sur ces questions. L'idée était de faciliter l'accès. Mais dans la réalité, cela reste compliqué d'avoir un traitement correct de la police pour des affaires de violences. D'ailleurs, le système judiciaire indien est très stratifié : des tribunaux locaux jusqu'à la Cour Suprême. Le traitement des affaires varie d'une cour à l'autre, mais aussi d'un niveau d'instruction à l'autre. Historiquement, la Cour Suprême a pris des positions plutôt progressistes vis-à-vis des femmes ces trente dernières années. Il y a eu des mécanismes mis en place afin de reconnaître les facteurs de survictimation, par exemple le fait d'être une femme et dalits (hors caste ou intouchables). Ces victimes étaient parfois obligées de répondre à des questions sur leur

sexualité antérieure, ce qui est normalement aujourd’hui interdit. Par ailleurs, la profession de juge reste très masculine et cela doit être compliqué lorsque l’on est avocate. L’accès des femmes aux institutions d’État est compliqué, c’est aussi pour cela que les systèmes plus traditionnels, et notamment religieux, fonctionnent. Ainsi, différentes chercheuses qui travaillent sur les femmes musulmanes ont montré qu’elles peuvent préférer utiliser la justice communautaire parce qu’elle est plus rapide, accessible et compréhensible.

MARIE CHARTIER : Selon vous, n’y a-t-il pas de rapport direct entre classe sociale et discriminations de genre ?

VIRGINIE DUTOYA : Dans certaines classes, il y a des *habitus* qui induisent des normes plus émancipatrices pour les femmes. Par exemple, on ne va pas se préoccuper de n’avoir que des filles, on va leur donner accès aux mêmes opportunités éducatives... Mais, ce n’est pas le cas de toutes les classes dominantes. Et je ne suis pas certaine qu’il y ait une corrélation entre désir d’avoir un garçon et la discrimination des filles nées. Par ailleurs, chez les personnes les plus pauvres, il est compliqué de pratiquer l’avortement sélectif. Cette question se pose surtout pour les classes moyennes. Dans les classes populaires, de nos jours, les femmes accèdent à l’espace public. Elles travaillent et sont plus mobiles. En réalité, le rapport à l’espace a été inversé. Avant, la distinction consistait à maintenir les femmes à la maison. Désormais, il s’agit de les envoyer à Harvard.

MARIE CHARTIER : Pensez-vous qu’il y ait un lien entre organisation patriarcale et société urbaine ?

VIRGINIE DUTOYA : Cela dépend des zones. Le nord de l’Inde est réputé plus patriarcal, mais au nord-est il y a des sociétés matrilineaires. Il n’y a pas d’automatisme. Ce n’est pas le fait d’être en ville qui induit une organisation sociale patriarcale. En réalité, l’émancipation passe surtout par le fait de quitter l’homme dominant. Dans un même

village, il est probable d'être dans une position différente. De fait, toutes les femmes ont leurs propres histoires et propres imbrications de dominations. ■

ASIA FOCUS #169

QUAND #METOO SE HEURTE AUX FÉMINISMES TRADITIONNELS INDIENS

Entretien avec VIRGINIE DUTOYA / Chercheuse au *CNRS*, membre du CEIAS de l'*EHESS*. Elle est spécialiste de l'Inde et des questions de genre. Son expérience de terrain lui a permis de côtoyer les milieux féministes et intellectuels indiens. Peu active sur les réseaux sociaux, elle est en revanche présente dans les médias où elle intervient sur les questions politiques et identitaires des femmes indiennes.

Réalisé par MARIE CHARTIER / Étudiante en Géopolitique et prospective à IRIS Sup'. Elle réalise des interviews dans le cadre de ses travaux de recherche. À travers son travail, elle questionne les questions de politisation digitale au sein des Suds.

OCTOBRE 2021

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org